



**Etaient présents :** Philippe GLESER, Annie BAYART, Matthieu BACKES, Marie-Andrée BRULÉ, Xavier BRIER, Guy PECHEUR, Sandra GETTO (arrivée au point 3), Bertrand KENNEL, Eveline TENDANT, Sylvain DAUENDORFFER, Agathe MORRIS, Céline NICOLLE, Jean-Paul SCHMITT, Nadine VERDON,

**Absent(s) excusé(s) :** Brigitte BINDER, Marie-Paule PETITQUEUX, Sébastien BOESS, Alain MEYER

**Absent(s) :** Jennifer KONDRAT

**Procurations :** Brigitte BINDER à Annie BAYART  
Marie-Paule PETITQUEUX à Nadine VERDON  
Sébastien BOESS à Marie-Andrée BRULÉ  
Alain MEYER à Jean-Paul SCHMITT  
Sandra GETTO à Xavier BRIER pour les points 1 et 2

**Présence :** 14/19

**Secrétaire de séance :** Mme Eveline TENDANT a été élue secrétaire de séance.

## 7. Acquisition de terrains - Clos du Chêne II

### Motion 1 : acquisition des terrains du Syndicat du Clos du Chêne 2

Monsieur le maire expose au conseil municipal que la mairie souhaite faire l'acquisition des terrains suivants, qui sont actuellement la propriété du Syndicat du Clos du Chêne 2 :

- Parcelle 88 section 5 pour 24 centiares
- Parcelle 309 section 5 pour 5 ares et 56 centiares
- Parcelle 310 section 5 pour 1 are et 48 centiares
- Parcelle 311 section 5 pour 43 centiares
- Parcelle 312 section 5 pour 2 centiares

Ces parcelles sont situées en zone 1AU4 du PLU et seront placées en zone UBD dans le PLUi (projet arrêté) et classée en Eléments de paysage, sites et secteurs à préserver pour des motifs d'ordre écologique – Bois, parcs et jardins les protégeant d'une urbanisation future.

Monsieur le Maire précise qu'il n'y a pas de projet particulier à ce jour sur ces terrains : cette acquisition a pour but d'augmenter le patrimoine foncier de la commune. La commune assurera la mise en place d'un ensemble arboré sur ces parcelles.

Après échange avec le Syndicat du Clos du Chêne 2, au regard du fait que ces terrains auraient dû faire l'objet d'une rétrocession, la cession a été fixée au tarif de 1 euro symbolique pour les 7 ares 73 centiares des 5 parcelles

VU l'article L 1111-1 du code général de la propriété des personnes publiques (CG3P), qui permet aux communes d'acquérir à l'amiable des biens et des droits à caractère mobilier ou immobilier ;  
VU l'inscription au budget du montant nécessaire à l'acquisition ;

Après en avoir délibéré à l'unanimité, le conseil municipal :

- **AUTORISE** le maire à faire toutes les diligences nécessaires et à signer tous les actes juridiques pour aboutir à l'acquisition de ces terrains pour un prix de 1 euro.

## Motion 2 : Délibération autorisant à conclure et authentifier l'acte administratif d'acquisition

Aux termes de l'article L 1311-13 du code général des collectivités territoriales, les maires sont habilités à recevoir et à authentifier les actes administratifs : « Les maires, les présidents des conseils départementaux et les présidents des conseils régionaux, les présidents des établissements publics rattachés à une collectivité territoriale ou regroupant ces collectivités et les présidents des syndicats mixtes sont habilités à recevoir et à authentifier, en vue de leur publication au fichier immobilier, les actes concernant les droits réels immobiliers ainsi que les baux, passés en la forme administrative par ces collectivités et établissements publics. Lorsqu'il est fait application de la procédure de réception et d'authentification des actes mentionnée au premier alinéa, la collectivité territoriale ou l'établissement public partie à l'acte est représenté, lors de la signature de l'acte, par un adjoint ou un vice-président dans l'ordre de leur nomination ».

Ainsi, l'exercice de fonction notariale de réception et d'authentification d'actes administratifs est un pouvoir propre du maire, qui ne peut être délégué.

VU l'article L 2241-1 du code général des collectivités territoriales relatif à la gestion des biens et aux opérations immobilières,

VU l'article L 1111-1 du code général de la propriété des personnes publiques relatif aux acquisitions amiables,

VU l'article L 1211-1 du code général de la propriété des personnes publiques, et les articles L 1311-9 et L 1311-10 du code général des collectivités territoriales relatifs à la consultation préalable de l'autorité compétente de l'État dans le cadre d'opérations immobilières,

VU l'article L 1212-1 du code général de la propriété des personnes publiques relatif à la passation des actes,

VU l'article L 1311-13 du code général des collectivités territoriales précisant que le Maire est habilité à recevoir et authentifier, en vue de leur publication au fichier immobilier, les actes concernant les droits réels immobiliers passés en la forme administrative,

VU la délibération du conseil municipal relative à l'acquisition par la commune des parcelles suivantes : Parcelle 88 section 5 pour 24 centiares, Parcelle 309 section 5 pour 5 ares et 56 centiares, Parcelle 310 section 5 pour 1 are et 48 centiares, Parcelle 311 section 5 pour 43 centiares, Parcelle 312 section 5 pour 2 centiares, pour un montant de 1 euro

CONSIDERANT que cette acquisition ne faisant pas partie d'une opération d'ensemble d'un montant égal ou supérieur à 180 000€, un avis des Domaines n'est pas nécessaire,

Après en avoir délibéré à l'unanimité, le conseil municipal :

- **AUTORISE** Monsieur le maire à recevoir et authentifier l'acte authentique en la forme administrative pour les parcelles susvisées ;
- **AUTORISE** Madame Annie Bayart, première adjointe, à signer l'acte à intervenir, qui sera rédigé en la forme administrative.

